

Conférence de presse de Mme Gakou sur la situation à la frontière

Mali - Burkina - Faso

Notre pays défend son intégrité territoriale et la sécurité de ses populations

Mme Gakou Fatou Niang, ministre de l'Information et des Télécommunications a donné vendredi 27 Décembre 1985 dans l'après-midi une conférence de presse placée sous la présidence de M. Thianzé Bolezogola Secrétaire à la Culture et à l'Information du BEC et faisant le bilan de la situation prévalant à la frontière Mali-Burkina-Faso.

Puis après son exposé le ministre s'est prêtée avec bonne volonté aux questions des nombreux journalistes de la presse étrangère et nationale. Elle a tout d'abord précisé que si du 14 Décembre (date de l'occupation burkinabé) au 25 Décembre 1985 (jour de la contre offensive malienne) notre pays n'avait entamé aucune action armée, c'était pour conformement à sa politique de bon

Répondant à une autre question portant sur l'attaque par l'armée malienne des objectifs militaires de Ouahigouya, Djibo et Nassougou, Mme Gakou Fatou Niang, a précisé qu'après avoir libéré les villages occupés, notre souci majeur était de garantir l'inviolabilité de nos frontières. Quelqu'un installe en face de nous des forces agressives sur quelque front que ce soit verra l'ar-



Les représentants de la presse nationale et internationale



Mme Gakou et M. Thianzé Bolezogola

duction liminaire fait la genèse des événements qui ont conduit notre pays à répondre par les armes à l'invasion de notre territoire par les forces armées burkinabé. Nous vous proposons d'ailleurs ci-dessous le texte intégral de cette importante note gouvernementale.

voisinage donner au Président Sankara de revenir à la raison et au Burkina-Faso d'aller vers la paix. Mais devant la fin de non-recevoir burkinabé notre droit et notre devoir étaient de défendre l'intégrité de notre territoire national.

mée malienne se faire un devoir de détruire les installations destinées à nous nuire. La neutralisation d'objectifs militaires précis en territoire burkinabé avait pour unique but d'assurer la sécurité de nos populations.

Mme Gakou a démenti d'autre part

l'information donnée par la Radio du Burkina et concernant la reprise du village de Dioulouna. Les quatre villages maliens occupés ont été libérés et les populations qui ont réintégré leurs domiciles y vivent dans la liesse.

Le ministre a souligné que les informations fausses diffusées par les média burkinabé ne la surprenaient pas. « Quand on doute de ses moyens alors qu'on a pris l'initiative de l'action, on se rattrape en essayant de prendre l'avantage dans la guerre des ondes. Chez nous au contraire la parole est sacrée et notre éthique nous impose de donner la vraie version des événements ».

Poursuivant sur sa lancée Mme Gakou a confirmé les chiffres sur les victimes et les prisonniers figurant dans le communiqué n° 4 du ministre de la Défense Nationale. Abordant la question du prétendu cesse-le-feu qui aurait été instauré le 28 Décembre à 0 heure, Mme Gakou, a rappelé que ce genre d'accord pour être effectif doit être acquis selon des procédures bien précises et présenter des garanties d'exécution. Or tel n'a pas été le cas dans la

situation présente.

Mme Gakou a finalement conclu sur une série de démentis. Elle a tout d'abord rejeté la rumeur fallacieuse selon laquelle un avion libyen chargé d'armes à destination du Burkina Faso aurait été intercepté par les Maliens. Mme Gakou a rappelé que des relations fraternelles et amicales existent entre le Mali et la Jamaïque Arabe Libyenne.

Répondant aux allégations burkinabé concernant la présence d'armes « extra-africaines » aux côtés des forces maliennes, Mme Gakou a déclaré que ces nouvelles fausses traduisaient le désarroi des autorités burkinabé. Le Mali défend son territoire avec ses seuls moyens et avec la volonté de triompher des forces du mal.

Parlant enfin des richesses que certains affirment exister dans la zone contestée, Mme Gakou a fait remarquer que ces richesses si jamais elles avaient été réelles n'auraient pas constitué une cause de conflit, car nous sommes pauvres mais dignes. Le Mali a précisé le ministre de l'Information se bat pour préserver l'intégrité de son territoire national.

Note d'information sur la genèse du conflit

Après le conflit armé qui a opposé notre pays, le Mali au Burkina-Faso (Haute Volta), de nombreuses initiatives de paix se sont manifestées dans la sous-région.

Nous devons retenir, entre autres efforts déployés, les initiatives du Président feu Ahmed Sékou Touré, qui le 10 Juillet 1975, a réuni à Conakry un sommet restreint des Chefs d'Etat de Guinée, de Haute-Volta et du Mali.

Cette rencontre a permis de relancer le dialogue sur des bases politiques, et de rétablir la paix dans la zone contestée.

Les deux parties se sont engagées à renoncer définitivement à l'usage de la force pour le règlement du conflit, et à éviter le stationnement de troupes le long de la frontière.

Nous retenons aussi l'initiative du Président Abdou Diouf, qui a convié les deux Etats à soumettre leur différend à l'arbitrage de la Cour Internationale de Justice de la Haye, et marqué sa disponibilité pour toute solution de paix. Il a fallu six mois au Burkina-Faso pour régler, recuser l'arbitrage et proposer la voie juridictionnelle.

Au terme de multiples consultations entre le Sénégal et le Burkina Faso, la procédure arbitrale était finalement retenue et acceptée par le Président Thomas Sankara.

Ainsi les deux Etats par le compromis de Bamako signé le 16 Septembre 1983, ont décidé de soumettre à la Cour Internationale de Justice de la Haye la question du tracé de leur frontière commune.

Par ce compromis, les deux Etats se sont engagés à accepter comme

définitif et obligatoire, l'Arrêt que la Chambre Arbitrale aura rendu, et de procéder sur cette base à la démarcation de la frontière commune.

A peine la procédure arbitrale déclenchée, le Burkina-Faso multipliait ses professions de foi pour un règlement bilatéral.

Le Mali bien que surpris par cette nouvelle initiative qui demandait de saisir la Cour Internationale de la Haye, a exprimé sa disponibilité pour toute solution pacifique, tout en restant ferme sur la poursuite de la procédure engagée devant la Cour.

C'est ainsi que les négociations bilatérales s'ouvraient-elles sous l'égide de l'Algérie à la demande expresse du Président Thomas Sankara.

Pendant que ces deux procédures suivaient leur cours normal, le Président Sankara subitement déclenchait une campagne hostile contre le Mali et ses dirigeants.

C'est ainsi que juste après la réunion au sommet du Conseil de l'Entente à Yamoussoukro, le Capitaine Thomas Sankara, dans ses attaques contre les pays de cette organisation dont le Mali n'est pas membre, incitait le peuple malien à une sol-

l'Etat burkinabé a affirmé que la sécurité ne s'obtiendra jamais si la révolution ne libère pas les peuples. Et citant le Mali comme exemple, il a affirmé que « le peuple malien ne sera libéré de la faim, de la soif, de la misère et de l'ignorance que par la révolution ». « La révolution burkinabé est à la disposition du peuple malien qui en a besoin ».

Il s'agit là d'une imixtion inadmissible dans les affaires intérieures d'un pays.

Le Président Sankara a poussé la provocation jusqu'à laisser entendre que « ceux qui détiennent le pouvoir aujourd'hui au Burkina Faso sont ceux-là mêmes qui étaient au Front en 1974 ».

Le Mali, devant ces multiples provocations, a gardé tout son calme afin d'éviter d'aviver la tension entre les deux pays.

Notons que le Président Thomas Sankara n'a pas hésité par ailleurs à mettre à profit la crise créée au sein de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest, pour détériorer davantage les relations entre nos deux pays.

Plus récemment, par message n° 1807/MREQ/CAB.ATS en date du 6 Décembre 1985, le gouvernement du Burkina Faso a saisi le gouverne-

ment du Mali de sa décision de procéder à un recensement général de sa population, du 10 au 20 Décembre 1985.

Le gouvernement du Mali, dans un esprit de bon voisinage et de franchise et loyale collaboration, a donné des Instructions aux autorités frontalières maliennes pour en informer les populations amonées à se déplacer entre les deux pays.

Répondant à un émissaire du Président Sankara qui demandait expressément l'autorisation d'effectuer le recensement à Dioulouna, le Mali a opposé un refus catégorique parce que Dioulouna est un village malien.

Contre toute attente, le 14 Décembre dernier, des agents burkinabé chargés des opérations de recensement et appuyés de Brigades des Comités de Défense de la Révolution burkinabé (CDR) munies d'armes automatiques, ont pénétré dans le territoire malien.

Ces éléments ont été vite rejoints par des unités régulières des Forces Armées Burkinabé, qui ont investi et occupé les villages maliens : Dioulouna, Koumba, Seiba, Douana, sur lesquels a été hissé le drapeau du Burkina-Faso.

Les autorités militaires burkinabé ont coupé toutes communications entre ces localités et le reste du

territoire malien.

Des chefs de famille maliens ayant opposé un refus légitime d'être recensés par des autorités étrangères, ont été maltraités, enlevés brutalement et déportés de Dioulouna à Djibo (Burkina-Faso). Il s'agit en l'occurrence de messieurs : — Ibrahim Ongolba, chef de village de Dioulouna,

— Bouréma Ongolba, conseiller de village,

— Soumaïla Adialir Ongolba,

— Daouda Ongolba et

— Aragou Ongolba.

Des familles entières maliennes, sous la menace d'éléments armés burkinabé, se déplacent en direction de Mondoro et Douentza (République du Mali). C'est ainsi que le 17 au 18 Décembre 1985, un mouvement de 12 femmes et 21 enfants dont un bébé né en cours de route, a été enregistré.

A la date du 20 Décembre 1985, l'on note un déplacement de 500 habitants sur les 900 que compte le village de Dioulouna.

Devant la persistance des agissements des autorités burkinabé, une délégation malienne conduite par le Gouverneur de la Région de Mopti s'est rendue à Dioulouna dans l'intention de se rendre compte de la situation. Cette délégation a également été interceptée et conduite sous escorte armée au poste de commandement, sur intimidation à la mitrailleuse. Les membres de cette délégation ont fait l'objet de fouilles et de tracaseries, bien que le Sous-Lieutenant Cuédraogo Emile,

(SUITE EN PAGE 8)